Son Excellence le Président de la République du Pérou, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Son Excellence le Président de la Confédération Argentine, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté le Roi d'Espagne, Son Excellence le Président des États-Unis d'Amérique, Son Excellence le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, Son Excellence le Président de la Confédération Suisse, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Excellence le Président de la République de Vénézuela, désirent assurer l'unification internationale.
et le perfectionnement du Système métrique, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence le Président de la République du Pérou, M. Pedro Galvez, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris,
et M. Francisco de Rivero, Ancien Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Pérou;

Sa Majesté l’Empereur d’Allemagne,
S. A. le Prince de Hohenlohe-Schillingsfürst, Grand-Croix de l’Ordre de l’Aigle Rouge de Russie et de l’Ordre de St. Hubert de Bavière, etc., etc., Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l’Empereur d’Autriche-Hongrie,
S. Ex. M. le Comte Apponyi, Son Chambellan actuel et Conseiller intime, Chevalier de la Légion d’honneur, Grand-Croix de l’Ordre Royal de l’Étoile de Hongrie et de l’Ordre Impérial de Léopold, etc., etc., Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi des Belges, en le Baron Beyens, Grand officier de Son Ordre de Léopold,

Grand officier de la Légion d’honneur, etc., etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
à Paris;

Sa Majesté l'Empereur du Brésil, M. Marcus Antonio d'Araujo, Sire de l'Alcoba, Grand de l'Empire, Membre du Conseil de la Majesté, Commandeur de Son Ordre du Christ, Grand Officier de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Son Excellence le Président de la Confédération Argentine, M. Balcarce, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Argentine à Paris;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. le Comte de Monthe-Hvitfeldt, Grand-Croix de l'Ordre du Dannebrog et Décour de la Croix d'Honneur du même Ordre, Grand Officier de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, M. le Duc Mariano Baca de Lecores, Marquis de Molins, Sire de Rocamora, Grand d'Espagne de première classe, Chevalier de l'Ordre inférieur de la Toison d'Or, Grand Croix de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc., Directeur de l'Académie Royale Espagnole, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;
et M. le Général Haïck, Grand Croix de l’Ordre
d’Isabelle la Catholique, N. N., Directeur général de
l’Institut géographique et statistique d’Espagne,
Membre de l’Académie des Sciences;

Son Excellence le Président des États-Unis d’Amérique, M. Elihu Benjamin Washburn,
Envoi extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des
États-Unis à Paris;

Son Excellence le Président de la République
Française, M. le Duc Deazes, Député à l’Assem-
blye Nationale, Commandeur de l’Ordre de la Légion
d’Honneur, etc., etc., etc., Ministre des Affaires Étrangères;
M. le Vicomte de Meaux, Député à l’Assemblée
Nationale, Ministre de l’Agriculture et du Commerce;
M. DuMour, Secrétaire perpétuel de l’Académie,
Grande Croix de l’Ordre de la Légion d’Honneur, N. N.,

Sa Majesté le Roi d’Italie, M. le
Chevalier Constantin Vitrea, Chevalier Grand Croix
de l’Ordre des Saints Maurice et Lazare et de la
Couronne d’Italie, Grand Officier de la Légion d’Honneur,
etc., etc., etc., Son Envoi extraordinaire et Ministre pléni-
potentiaire à Paris;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des
Algarves, M. José da Silva Mendes de Al,
Puis du Royaume, Grand'Croix de l'Ordre de St. Jeanques, Chevalier de l'Ordre de la Cour et l'Espée de Portugal, etc. etc. etc. Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. Grégoire Kouniokff, Chevalier des Ordres de Russie de St'Anne de 1re classe, de St. Stanislas de 1re classe, de St. Vladimir de 3e classe, Commandeur de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., Conseiller d'État actuel, Conseiller de l'ambassade de Russie à Paris;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, M. le Baron Adelsward, Grand Croix des Ordres de l'Etoile Polaire de Suède et de St. Olaf de Norvège, Grand Officier de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., Son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris;

Son Excellence le Président de la Confédération Suisse, M. Jean Conrad Kern, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Paris;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Husny bey, lieutenant colonel d'État.
Puis, déposé de la 4° classe de l'Ordre Impérial de l'Étoile, de la
Société des Arts du Prud'hoie, officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, XIX
Son excellence le Président de
la République de Vénézuela, M.
deu Docteur Elio Acosta.

D'aux, après s'être communiqué
leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne
et due forme, ont arrêté les dispositions
suivantes:
Art: 1er.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et entretenir, à frais communs, un Bureau international des poids et mesures scientifique et permanent, dont le siège est à Paris.

Art: 2.

Le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'acquisition ou, s'il y a lieu, la construction d'un bâtiment spécialement affecté à cette destination, dans les conditions déterminées par le Règlement annexé à la présente Convention.

Art: 3.

Le Bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusives d'un Comité international des poids et mesures, placé lui-même sous l'autorité d'une Conférence générale des poids et mesures formée de délégués de tous les Gouvernements contractants.
Art. 4.
La Présidence de la Conférence générale des poids et mesures est attribuée au Président en exercice de l'Académie des Sciences de Paris.

Art. 5.
L'organisation du Bureau, ainsi que la composition et les attributions du Comité international et de la Conférence générale des poids et mesures sont déterminées par le Règlement annexe à la présente Convention.

Art. 6.
Le Bureau international des poids et mesures est chargé:
1° de toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme;
2° de la conservation des prototypes internationaux;
3° des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs fœvins, ainsi que de celles des thermomètres étalons;
4° de la comparaison des nouveaux prototypes.
avec les étalons fondamentaux des poids et mesures non métriques employés dans les différents pays et dans les sciences;
5° de l'étalonnage et de la comparaison des règles géodésiques;
6° de la comparaison des étalons et échelles de précision dont la vérification serait demandée, soit par des Gouvernements, soit par des Sociétés savantes, soit même par des artistes et des savants.

Art. 7.
Le personnel du Bureau se composera d'un directeur, de deux adjoints et du nombre d'employés nécessaire.
A partir de l'époque où les comparaisons des nouveaux prototypes auront été effectuées et où ces prototypes auront été répartis entre les divers États, le personnel du Bureau sera réduit dans la proportion jugée convenable.
Les nominations du personnel du Bureau seront notifiées par le Comité international aux Gouvernements des Hautes Parties Contractantes.

Art. 8.
Art. 8.
Les prototypes internationaux du mètre et du kilogramme, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le Bureau ; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au Comité international.

Art. 9.
Pour les frais d'établissement et d'installation du Bureau international des poids et mesures, ainsi que les dépenses annuelles d'entretien et celles du Comité seront couverts par des contributions des États contractants, établies d'après une échelle basée sur leur population actuelle.

Art. 10.
Les sommes représentant l'apport contributif de chacun des États contractants seront versées, au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Étrangères de France, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur du Bureau.

Art. 11.
Art. 11.
Les Gouvernements qui useraient de la faculté, réservée à tout État, d'accéder à la présente Convention, seront tenus d'acquitter une contribution dont le montant sera déterminé par le Comité sur les bases établies à l'article 9 et qui sera affectée à l'amélioration du matériel scientifique du Bureau.

Art. 12.
Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente Convention, toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 13.
A l'expiration d'un terme de douze années, la présente Convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes. Le Gouvernement qui useraient de la faculté d'en faire cesser les effets en ce qui le concerne, sera tenu de notifier son intention une année d'avance et renoncera, par ce fait, à tous droits de co-propriété sur les prototypes internationaux et sur le Bureau.
Art. 14.
La présente Convention sera ratifiée suivant les Lois constitutionnelles particulières à chaque État; les Ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de six mois ou plus tard, si faire se peut; Elle sera mise à exécution à partir du 1er Janvier 1876.
En foi de quoi, les Rénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes,
Fait à Paris, le 20 Mai 1875.

[Signatures]

[Seals]
Belgique
Reps.

Brasil
Santo D. Alcântara

Confédération argentine
H. Balcarce

Français
A. Mendaricier

Espagne
Marqués de Motín

Santo Tomás
Esto es un d. de América

Washington
Dans le nom d'un monseigneur

H. O. T. F. N.
ANNEXE N° 1.

RÈGLEMENT.

ARTICLE PREMIER.

Le Bureau international des poids et mesures sera établi dans un bâtiment spécial présentant toutes les garanties nécessaires de tranquillité et de stabilité.

Il comprendra, outre le local approprié au dépôt des prototypes, des salles pour l'installation des comparateurs et des balances, un laboratoire, une bibliothèque, une salle d'archives, des cabinets de travail pour les fonctionnaires et des logements pour le personnel de garde et de service.

ART. 2.

Le Comité international est chargé de l'acquisition et de l'appropriation de ce bâtiment, ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné.

Dans le cas où le Comité ne trouverait pas à acquérir un bâtiment convenable, il en sera construit un sous sa direction et sur ses plans.

ART. 3.

Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître le Bureau comme établissement d'utilité publique.

ART. 4.

Le Comité international fera exécuter les instruments nécessaires, tels que : comparateurs pour les étalons à traits et à bouts, appareils pour les détermi-
nations des dilatations absolues, balances pour les pesées dans l'air et dans le vide, comparateurs pour les règles géodésiques, etc.

ART. 5.

Les frais d'acquisition ou de construction du bâtiment et les dépenses d'installation et d'achat des instruments et appareils ne pourront dépasser ensemble la somme de 400,000 francs.

ART. 6.

Le budget des dépenses annuelles est évalué ainsi qu'il suit:

A. Pour la première période de la confection et de la comparaison des nouveaux prototypes:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>Montant (francs)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Traitement du directeur</td>
<td>15,000</td>
</tr>
<tr>
<td>de deux adjoints, à 5,000 francs</td>
<td>12,000</td>
</tr>
<tr>
<td>de quatre aides, à 3,000 francs</td>
<td>12,000</td>
</tr>
<tr>
<td>Appointments d'un mécanicien-concierge</td>
<td>3,000</td>
</tr>
<tr>
<td>Gages de deux garçons de bureau, à 1,500 francs</td>
<td>3,000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des traitements</strong></td>
<td><strong>45,000</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

b) Indemnités pour les savants et les artistes qui, sur la demande du Comité, seraient chargés de travaux spéciaux. Entretien du bâtiment, achat et réparation d'appareils, chauffage, éclairage, frais de bureau                      | 24,000           |

c) Indemnités pour le secrétaire du Comité international des poids et mesures                                      | 6,000            |
| **Total**                                          | **75,000**       |

Le budget annuel du Bureau pourra être modifié, suivant les besoins, par le Comité international, sur la proposition du directeur, mais sans pouvoir dépasser la somme de 100,000 francs.

Toute modification que le Comité croirait devoir apporter, dans ces limites, au budget annuel fixé par le présent règlement, sera portée à la connaissance des Gouvernements contractants.

Le Comité pourra autoriser le directeur, sur sa demande, à opérer des virements d'un chapitre à l'autre du budget qui lui est alloué.

B. Pour la période postérieure à la distribution des prototypes:
La Conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la Convention, se réunira à Paris, sur la convocation du Comité international, au moins une fois tous les six ans.

Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du système métrique, ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le rapport du Comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international.

Les votes, au sein de la Conférence générale, ont lieu par États; chaque État a droit à une voix.

Les membres du Comité international siègent de droit dans les réunions de la Conférence; ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements.

Le Comité international, mentionné à l'article 3 de la Convention, sera composé de quatorze membres appartenant tous à des États différents.

Il sera formé, pour la première fois, des douze membres de l'ancien Comité permanent de la Commission internationale de 1872 et des deux délégués qui, lors de la nomination de ce Comité permanent, avaient obtenu le plus grand nombre de suffrages après les membres élus.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d’abord ceux qui, en cas de vacance, auront été élus provisoirement dans l’intervalle entre deux sessions de la Conférence; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants seront rééligibles.
ART. 9.

Le Comité international dirige les travaux concernant la vérification des nouveaux prototypes, et en général tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes internationaux.

ART. 10.

Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations seront notifiées aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secrétaire du Comité et le directeur du Bureau doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres en auront été avertis par le bureau du Comité.

ART. 11.

Jusqu'à l'époque où les nouveaux prototypes seront terminés et distribués, le Comité se réunira au moins une fois par an; après cette époque, ses réunions seront au moins bisannuelles.

ART. 12.

Les votes du Comité ont lieu à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié plus un des membres qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

ART. 13.

Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.
Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis.

ART. 14.

Le Comité international des poids et mesures remplit provisoirement les vacances qui pourraient se produire dans son sein; ces élections se font par correspondance, chacun des membres étant appelé à y prendre part.

ART. 15.

Le Comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du Bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus à l'article 6 de la Convention. Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du Bureau.

ART. 16.

Toutes les communications du Comité international avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes auront lieu par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Paris. Pour toutes les affaires dont la solution appartiendra à une administration française, le Comité aura recours au Ministère des affaires étrangères de France.

ART. 17.

Le directeur du Bureau ainsi que les adjoints sont nommés au scrutin secret par le Comité international.
Les employés sont nommés par le directeur.
Le directeur a voix délibérative au sein du Comité.

ART. 18.

Le directeur du Bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux du mètre et du kilogramme qu'en vertu d'une résolution du Comité et en présence de deux de ses membres.
Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clefs, dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaisons du Bureau.

ART. 19.

Le directeur du Bureau adressera, chaque année, au Comité : 1° un rapport financier sur les comptes de l'exercice précédent, dont il lui sera, après vérification, donné décharge; 2° un rapport sur l'état du matériel; 3° un rapport général sur les travaux accomplis dans le cours de l'année écoulée.

Le Comité international adressera, de son côté, à tous les Gouvernements des Hautes Parties contractantes un rapport annuel sur l'ensemble de ses opérations scientifiques, techniques et administratives et de celles du Bureau.

Le président du Comité rendra compte à la Conférence générale des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière session.


ART. 20.

L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la Convention, sera établie ainsi qu'il suit :

Le chiffre de la population, exprimé en millions, sera multiplié
par le coefficient 3 pour les États dans lesquels le système métrique est obligatoire;
par le coefficient 2 pour ceux dans lesquels il n'est que facultatif;
par le coefficient 1 pour les autres États.

La somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale devra être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

ART. 21.

Les frais de confection des prototypes internationaux, ainsi que des étalons et témoins destinés à les accompagner, seront supportés par les Hautes Parties contractantes après l'échelle établie à l'article précédent.
Les frais de comparaison et de vérification des étalons demandés par des États qui ne participeraient pas à la présente Convention, seront réglés par le Comité conformément aux taxes fixées en vertu de l'article 15 du Règlement.

**ART. 22.**

Le présent Règlement aura même force et valeur que la Convention à laquelle il est annexe.

[Signatures]
M. de SSC

Denuy

C. de Neveu

H. de Neu

Migui

Portugal

C. de Mi

O. Mounet

pour le Comité Jusqu'au 

H. de Kersaint

Kerns

Henry

E. Scotte
ANNEXE N° 2.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE PREMIER.

Tous les États qui étaient représentés à la Commission internationale du mètre réunie à Paris en 1872, qu'ils soient ou non parties contractantes à la présente Convention, recevront les prototypes qu'ils auront commandés, et qui leur seront livrés dans toutes les conditions de garantie déterminées par ladite Commission internationale.

ART. 2.

La première réunion de la Conférence générale des poids et mesures mentionnée à l'article 3 de la Convention, aura, notamment, pour objet de sanctionner ces nouveaux prototypes et de les répartir entre les États qui en auront fait la demande.

En conséquence, les Délégués de tous les Gouvernements qui étaient représentés à la Commission internationale de 1872, ainsi que les Membres de la section française, feront de droit partie de cette première réunion pour concourir à la sanction des prototypes.

ART. 3.

Le Comité international mentionné à l'article 3 de la Convention, et composé comme il est dit à l'article 8 du Règlement, est chargé de recevoir et de comparer entre eux les nouveaux prototypes, d'après les décisions scientifiques de la Commission internationale de 1872 et de son Comité permanent, sous réserve des modifications que l'expérience pourrait suggérer dans l'avenir.

ART. 4.

La section française de la Commission internationale de 1872 reste chargée des travaux qui lui ont été confiés pour la construction des nouveaux prototypes, avec le concours du Comité international.
ART. 5.

Les frais de fabrication des étalons métriques construits par la section française seront remboursés par les Gouvernements intéressés; d'après le prix de revient par unité qui sera déterminé par ladite section.

ART. 6.

Le Comité international est autorisé à se constituer immédiatement et à faire toutes les études préparatoires nécessaires pour la mise à exécution de la Convention, sans engager aucune dépense avant l'échange des ratifications de ladite Convention.
Espagne  Mosquini et Molina

Carlo Flament

États-Unis  W. H. Steel

France  Edouard Meaulne

Îtalie  Nizza

Portugal  José da Silva e Sousa

Russie  Othmanoff

Pours  à la Baron Adlawood empoîché : H. O. Hermann

Suède

Suisse

Ceylan

Venezuela  C. Bartolon